

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bâtiment Territoires  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 15/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SNAM**

Avenue Jean Jaurès  
BP 4  
12110 VIVIEZ

Références : 81-CRARC-2022-112  
Code AIOT : 0006802477

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 novembre 2022 dans l'établissement SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux) implanté avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez (12110). L'inspection a été annoncée le 03 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident de Normandie survenu en 2019 ainsi qu'en réponse aux recommandations de la commission d'enquête du Sénat concernant notamment la sous-traitance au sein des installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques majeurs (sites relevant du statut Seveso).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 VIVIEZ
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La SNAM exerce actuellement une activité de traitement de déchets industriels et de fonderie de 2<sup>ème</sup> fusion, soumise à autorisation. L'origine de son activité est liée au traitement des accumulateurs usagés de technologie NiCd (Nickel-Cadmium) en vue de l'extraction du cadmium. Le site a été autorisé à exploiter sous le nom de la SAVAM en juillet 1988. En 1992, la SAVAM devient Société Nouvelle d'Affinage des Métaux (SNAM).

La société développe ses activités et plusieurs actes administratifs sont pris pour encadrer ses activités : 24 juillet 1997, 25 juillet 2000, 1er août 2005, 17 juin 2013 et 4 février 2014.

Suite au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation en novembre 2012, la société est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 28 mai 2015 des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets intégrant :

- la thermolyse des accumulateurs dans des fours chauffés à 500 °C ;
- la distillation et le raffinage du cadmium permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la fusion par induction à 1 500 °C des résidus de la distillation composés d'alliages nickel-fer pour obtenir des lingots de nickel-fer métal.

Ces modifications classent le site sous le statut Seveso seuil haut. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE engendrée par la parution de la directive Seveso III, le site bascule sous le statut de Seveso seuil bas suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2016. Les installations relèvent également de la directive « IED » au regard des rubriques 3250 et 3550.

En 2018, le site développe deux nouvelles lignes d'hydrométallurgie permettant :

- sur la ligne Hydrozinc, de régénérer les bains usés de fluxage, bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation. Ces bains proviennent de sites industriels spécialisés dans la galvanisation à chaud au trempé ;
- sur la ligne Hydrobat, d'extraire du cobalt, du nickel et du manganèse pur à 95 % à partir de la fraction pulvérulente (dite « masse active ») issue des opérations de broyage/tamassage des piles /batteries au Li-ion.

Ces nouvelles activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020.

Le thème de visite retenu est la sous-traitance au sein des installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques majeurs.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
3	Formation des entreprises extérieures (formation)	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux	Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 7.5.2.	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 7.5.1.	Sans objet
5	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 7.3.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 2 non conformités, pour lesquelles des actions correctives peuvent rapidement être engagées par l'exploitant, et 3 observations. Une lettre de suite en ce sens sera adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

L'ensemble des procédures internes appliquées par la société SNAM dans le cadre des opérations de sous-traitance devront être révisées et mises à jour en vue du basculement du site sous le statut Seveso seuil haut dans le courant de l'année 2023 (dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/05/2015 – article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.  Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
<b>Constats :</b> Le plan de prévention n° 12.2022.042 rédigé par l'exploitant en vue de la réfection et du remplacement des conduites fours fait référence à la mise en place d'un permis de feu.  Après vérification par l'inspection, un permis de feu en date du 11 août 2022 a bien été établi pour ces travaux. Une ronde de sécurité a été jugée nécessaire 30 minutes après la fin de travaux.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne réalisation de cette ronde, car ces opérations ne font l'objet d'aucune traçabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/05/2015 – article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un sous-traitant était présent sur le site. Après vérification, il a été constaté la présence d'un plan de prévention dûment renseigné concernant l'intervention d'un bureau de contrôle (vérification électrique) au cours de la journée du 22 novembre 2022.  Le plan de prévention mentionne qu'un opérateur de la SNAM accompagne l'entreprise extérieure au sein des différentes installations de l'établissement. Lors de l'inspection, il a été constaté leur présence respective dans le bâtiment de Recherche & Développement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Formation des entreprises extérieures (formation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Les entreprises extérieures qui opèrent dans l'établissement sont chargées du gardiennage, du nettoyage des parties administratives et des interventions pour des contrôles réglementaires, des travaux ou de la maintenance.  Elles reçoivent une formation relative aux consignes générales de sécurité du site. Interrogée par l'inspection, l'entreprise sous-traitante présente le jour de l'inspection disposait du livret d'accueil et connaissait les règles de sécurité générale du site ainsi que la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.  En revanche, elles ne sont pas sensibilisées aux risques générés lors d'un d'accident survenant sur les différentes installations présentes dans l'établissement. L'exploitant doit compléter sa formation de manière à aborder les risques accidentels à l'origine de phénomènes dangereux pouvant impacter les salariés des entreprises extérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 4 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le personnel sous-traitant assurant le gardiennage du site est soumis à un questionnaire post-formation. Les formalités d'organisation de ce questionnaire et la vérification des réponses apportées permettant de valider ou non cette formation ne figurent pas dans les procédures internes de l'exploitant.  De ce fait, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne acquisition des informations délivrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b>  Hormis pour mettre en sécurité les activités liées au chantier, le personnel sous-traitant n'intervient pas dans la mise en œuvre des moyens d'intervention du site. Son rôle se limitera à prévenir le personnel SNAM sur zone, alerter une personne SST (sauvetage secourisme du travail) de la SNAM ou contacter l'astreinte SNAM par téléphone puis rejoindre le point de rassemblement.</p> <p>Interrogée par l'inspection, l'entreprise sous-traitante présente le jour de l'inspection disposait du livret d'accueil et connaissait les règles de sécurité ainsi que la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>L'inspection s'est assurée que ce nouveau point de rassemblement est situé à l'extérieur des zones d'effets toxiques issues de l'étude des dangers récemment déposée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction.</p>
<p><b>Observations :</b>  Le plan localisant le point de rassemblement du site figurant dans le livret d'accueil ne correspond pas au nouveau point de rassemblement physiquement matérialisé par un panneau, situé face aux bâtiments de Recherche &amp; Développement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Liste des mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/05/2015 – article 7.3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Liste des mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude des dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une liste de MMR correspondant aux installations actuellement en activité.</p>
<p><b>Observations :</b>  La liste des MMR devra être mise à jour au regard de l'étude de dangers figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale (version 2 d'avril 2022) en cours d'instruction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet